

## **Les rencontres-débats du Comité 21**

**Brice LALONDE,  
Ancien ministre  
Maire de Saint-Briac-sur-Mer**

**"Où va l'écologie ?"**

*Mercredi 30 mars 2005*

### **Éric GUILLON, Président du Comité 21**

Monsieur le ministre, mon cher Brice. Je pense qu'il est inutile de dire le plaisir que nous avons tous ici, à t'accueillir ce matin dans cette salle, pour certains à te revoir, pour évoquer ce thème que nous avons choisi ensemble, qui est un thème extrêmement large : " *Où va l'écologie ?* ". Ce qui va te permettre, au travers de ce cadre assez vaste, de pouvoir choisir les réflexions sur lesquelles tu as envie d'attirer notre attention.

Nous sommes très heureux de t'accueillir pour plusieurs raisons. Chacun a les siennes, je vais résumer au moins les miennes.

D'abord, je trouve qu'il est très intéressant d'avoir, avec la personnalité de Brice LALONDE, un homme extrêmement compétent dans le domaine de l'environnement, de par son militantisme très ancien, ses responsabilités associatives et, bien sûr, ses responsabilités politiques, ayant comme vous le savez tous, occupé au ministère de l'Environnement pendant quatre ans, entre 1988 et 1992.

C'est un homme de conviction et de passion que nous accueillons ce matin. Je suis absolument certain que nous aurons les traces, au cours de son exposé ce matin, de ce militant de la cause environnementale depuis les années 68. Je dirai quelques mots de ton curriculum vitae tout à l'heure ; il est en effet extrêmement riche de la passion que tu as dévouée à la cause écologiste et à sa place dans la vie politique française.

C'est aussi un européen, je dirai presque un mondialiste convaincu. Ce qui, en matière environnementale, est aussi essentiel. Non pas qu'aujourd'hui la gestion des problèmes environnementaux soit d'abord mondiale, mais parce que, souvent, nous avons une tendance naturelle à évoquer, avec les responsables des problèmes d'environnement, plutôt des sujets hexagonaux, voire locaux. Et donc, avoir un homme qui a eu cette démarche environnementale au niveau mondial, ainsi qu'au niveau local, puisqu'il est maire de Saint-Briac, paraît intéressant. Je suis certain que tu vas en parler tout à l'heure.

C'est quelqu'un qui a mis aussi l'économie au sens de son équilibre, avec la démarche sociale, sociétale, environnementale, sur des données que nous avons un parfois peu perdues de vue depuis quelques années. Je suis heureux, au travers de ta propre expérience, que tu puisses réhabiliter ce vaste équilibre auquel nous sommes tous attachés.

Enfin, et ce n'est pas le moindre, c'est un homme délicieux et un ami extrêmement fidèle que nous accueillons ce matin.

Quelques mots sur ton curriculum vitae, même si la quasi-totalité des gens dans cette salle te connaissent particulièrement bien. Vous savez peut-être que Brice voulait être archéologue, quand il était jeune, alors que d'autres voulaient être capitaine des pompiers. Mais, déjà, nous sentons ces prémices de l'intérêt pour les choses de la terre, de l'Histoire, de la culture. Finalement, il s'est dirigé vers les lettres classiques et il a fait ses études à la Sorbonne. Il les a

faites évidemment en mai 68, il ne pouvait pas le faire autrement, et cela lui a, évidemment, donné l'occasion de nombreuses prises de positions militantes, déjà. Il a été pendant quelques mois, je ne dois pas me tromper de beaucoup, Président de l'UNEF sur cette démarche. A l'époque, évidemment -je suis aussi de cette génération-, cela mobilisait beaucoup les gens qui avaient besoin de s'exprimer dans les domaines de la liberté, de la volonté, de l'initiative et de la créativité. Je crois que cette période était particulièrement prédisposée à cela.

En 1972, tu crées les "Amis de la Terre" avec Alain HERVÉ. Un certain nombre de gens dans cette salle t'ont accompagné, des militants convaincus, pour démarrer cette initiative qui va se manifester par un certain nombre de réflexions et de démarches.

J'ai retenu ce qui était amusant : tu as organisé la première manifestation à Paris à vélo et elle a entraîné tout de même 20 000 personnes ; cela démontrait déjà que tu arrivais à mobiliser beaucoup les gens. Tu passes du vélo au voilier, en te déplaçant à Mururoa pour lutter, à l'époque, contre les essais nucléaires.

En 1974, tu es directeur de campagne de René DUMONT, premier candidat à l'élection présidentielle. Il ne fait pas de gros scores vous marquez déjà des points puisque cela fait apparaître l'écologie au niveau national et dans une élection majeure dans ce pays.

En 1975, tu crées la première radio libre : "Radio Verte". Tu continues ton activité de journaliste dans un "canard", à l'époque fort connu dans le monde de l'écologie, puisqu'il était parmi ceux qui ont ancré sur la presse écrite la démarche de l'écologie et qui s'appelle : "*Le Sauvage*".

En 1981, tu es candidat à l'élection présidentielle. Je recommande à ceux qui ne l'ont pas lu, le livre de Brice LALONDE, sorti en 2001, ce n'est pas très vieux : "*L'écologie en bleu*". Tu as repris en 1981, cette devise des Rohan, qui est amusante parce qu'elle a un peu marqué ton parcours politique : "*Droite ne puis, gauche ne daigne, écologiste suis.*" Et, je crois que cela a marqué un peu ton parcours politique mais, encore une fois, je suis sûr que tu nous le raconteras tout à l'heure.

En 1986, tu te présentes contre Charles HERNU, bien sûr en raison de la position à propos de l'attentat organisé par les services secrets français sur le *Rainbow Warrior*.

En 1988, ta route croise celle de Michel ROCARD, qui t'appelle au gouvernement comme ministre de l'Environnement. Déjà, il est intéressant de noter que tu auras une constante dans ton activité politique gouvernementale, celle de la lutte contre l'effet de serre, ô combien essentielle et importante dans la démarche de nos pays en matière d'environnement aujourd'hui. Cela me rappelle d'ailleurs une première conférence que tu avais organisée sur l'effet de serre dans les années 80 et à laquelle tu avais invité Mme Simone VEIL, notre Présidente à l'époque, du Comité français pour l'environnement. Elle t'avait adressé ce petit message en te disant : "*Dites-moi, cette histoire de réchauffement, est-ce vraiment sérieux ?*" Donc, c'était une préfiguration de l'intérêt assez divers que pouvaient porter les responsables politiques, même les responsables d'associations environnementales, sur le problème du réchauffement de la planète et de celui du climat.

En 1990, tu crées "Génération écologie", avec l'objectif de mettre un peu de désordre dans la vie politique. D'ailleurs, nous retrouvons dans le quadripartite qui crée Génération Écologie, un certain nombre de gens et l'un d'entre eux était Jean-Louis BORLOO, qui déjà voulait mettre de l'indiscipline dans la vie politique française. Il faut aussi avoir en tête que Génération écologie et Les Verts ... Je n'ai pas cité la création des Verts en 1984 et qui va aussi, sans doute, t'animer ce matin, mais il faut avoir en tête que jusqu'en 1998, Génération écologie et les Verts font à peu près les mêmes scores. Ensuite, la présence de leaders du parti Verts au gouvernement a marqué un écart significatif avec Génération écologie.

Aujourd'hui, tu es maire de Saint-Briac, tu es redevenu ce "soutier" de l'environnement, comme tu appelles les 36 000 maires de France. Je m'adresse à nos amis maires qui sont dans cette salle. En effet, aujourd'hui, sans doute le personnage le plus important dans la gestion de l'environnement reste le maire puisqu'il doit gérer dans la vie de tous les jours à peu près tous les problèmes qui se posent aux citoyens français en matière d'environnement.

Brice, nous avons choisi ensemble ce titre : *"Où va l'écologie ?"* Encore une fois, tu es libre ... D'ailleurs, je n'ai pas besoin de dire que tu es libre parce que tu es par nature ce libéral libertaire que tu as été et que tu restes. Il est évident que nous avons aussi envie de te demander au-delà de *"Où va l'écologie ?"*, *"Où va Brice LALONDE ?"*

Donc, tout ceci est peut-être un peu l'occasion pour toi de pouvoir t'exprimer devant des gens qui t'apprécient, qui t'aiment bien et qui ont, pour certains d'entre eux, largement participé à ton parcours politique.

Pour conclure cette petite introduction, je voudrai ressortir de ce livre, *"L'écologie en bleu"*, une phrase qui m'a intéressée. Tu dis, avec passion, comme d'habitude : *"Je veux retrouver la vérité et l'enthousiasme de l'écologie, qu'ils s'inspirent mon pays au lieu d'alourdir ses semelles. Je veux la France géniale et non geignarde."*

Brice, je te laisse la parole.

(Applaudissements)

### **Intervention de Brice LALONDE**

Merci, Éric. Mesdames et Messieurs, je suis très honoré de votre invitation et des mots d'introduction d'Éric.

Je pense que vous en savez autant que moi, ou plus que moi, sur la question posée. Si j'ai été invité, c'est sans doute pour avoir le regard de quelqu'un qui traîne dans l'écologie depuis longtemps.

J'ai quelques idées à vous transmettre. Je suis toujours un militant de l'écologie. Simplement, il m'a semblé que les urgences étaient ailleurs qu'en France. Comme d'habitude, ce qui caractérise un grand pays est qu'il s'occupe des urgences du monde et pas uniquement de son nombril.

Je note un certain fléchissement de l'écologie. Je mets dans le mot "écologie", tout ce qui touche à l'environnement que nous connaissons et dont vous êtes tous les porteurs ou les professionnels. Je pense que ce constat du fléchissement de l'écologie, est vrai en France, en Europe et même aux États-Unis où il existe en ce moment un grand débat sur la mort de l'environnementalisme. Est-ce que c'est mort ? Est-ce que c'est vivant ? Tous les jours, vous avez des colonnes entières. C'est très intéressant et donc, nous pouvons nous en inspirer.

La première raison de ce fléchissement, sans doute, c'est que ceux qui se réclament de l'écologie, n'ont pas réussi à l'imposer comme horizon de remplacement de notre civilisation. Je dis cela parce que, pour les jeunes de l'époque, l'écologie était la solution de remplacement. C'était les lendemains qui chantent. Plus personne ne croit à cela.

Et le second constat, lié à celui-ci, est que la fin du monde a été reportée à une date ultérieure, comme d'habitude. C'est-à-dire que les prophètes de malheur : "Demain, c'est foutu !", "Les forêts qui disparaissent", "La pollution généralisée", etc ..., tout cela ne s'est pas manifesté de manière parfaitement nette. Il y a peut-être des signes de crise latente ou de crise lente, mais nous n'avons pas quelque chose comme le tsunami... Donc, d'autres soucis sont apparus. Je pense que le romantisme révolutionnaire n'a plus cours.

Ce qui est notable aux États-Unis, c'est la critique qui, je crois, est assez juste, du monde de l'écologie : la tendance à rester entre soi tout le temps. C'est devenu une *single interest organization*. Cela veut dire que vous n'êtes plus universaliste, que vous avez perdu cette force. Le mouvement écologiste, tout ce qui touche à l'écologie, n'est plus la matrice du monde de demain. Voilà ce qui s'est passé, je pense. Il y a un affaiblissement de cette *vertu universaliste*, de l'ambition, de la contestation peut-être. Le monde de l'écologie n'est plus tout à fait neuf. Il est connu. Il y a même un ministère du gouvernement: le ministère de l'écologie. C'est quand même extraordinaire de voir à quel point le système politique peut mettre des mots facilement, comme cela, sur des institutions. Et puis, les écologistes sont aux affaires : ils sont ministres, sénateurs, etc.

Je crois que, de manière générale, cette écologie romantique s'est affaiblie. Mais, en revanche, c'est parce que la nécessité quotidienne d'une écologie efficace et empirique l'a emporté. Il fallait des écologistes un peu partout : aux machines, aux commandes, dans les entreprises, dans les mairies. C'était plus important d'avoir ces écologistes professionnels, sérieux, efficaces et empiriques que d'avoir des professeurs de "lendemains qui chantent". Nous en avons eu tellement. Chaque fois que nous les avons entendus, nous avons eu, en réalité, des lendemains qui déchantaient. Ce n'était pas la peine de nous la refaire encore une fois.

Le corollaire de ce fléchissement est que nous avons une présence absolument reconnue : l'écologie a sa place dans les affaires publiques. Nous la voyons partout. D'ailleurs, pour les électeurs, je ne sais pas si c'est exactement ce que nous aurions voulu, mais elle est dans le rayon "sécurité et qualité de la vie". L'écologie n'est pas une priorité, mais c'est important chaque fois que nous demandons l'avis des électeurs. Pour le reste, évidemment, ce sont 1 001 questions extrêmement compliquées et les électeurs s'en remettent aux experts. Faut-il des ours, pas des ours ? Faut-il des éoliennes, pas d'éoliennes ? Faut-il se méfier des perturbateurs endocriniens ? Il y a des gens qui s'en occupent. Cela fait beaucoup de débats auxquels l'électeur de base ne s'intéresse pas beaucoup, en réalité.

En politique -c'est assez curieux et nous le voyons bien en France-, c'est l'Europe qui fait tout ou quasiment tout ; 80 % de la réglementation est d'inspiration européenne. Lorsque l'Europe propose ses lois, c'est rarement dans un bel enthousiasme. C'est rarement une procédure passionnante à laquelle tout le monde participe, ce sont des espèces de comités. Le politique consacre, en général, un chapitre de son action et de ses discours à l'écologie. Mais, nous avons d'ailleurs un Président très doué pour les discours, je dis cela pour ce qui touche à l'environnement : Johannesburg, Nicolas HULOT ... C'est extraordinaire de voir à quel point les articles de Nicolas HULOT ressemblent à ceux des années 70. C'est toujours la même chose : "*Que font les politiques ?*", "*Cela va très, très mal ...*" Mais, le politique ne fait pas grand chose. Il ne faut pas que cela coûte trop cher.

C'est vrai : la France n'a pas beaucoup d'argent, la France est endettée. Évidemment, la lutte pour la répartition du revenu national devient très âpre et les écologistes sont quand même moins forts que les syndicalistes. Nous ne pouvons pas mettre autant de gens dans les rues. Donc, la part de la dépense publique pour l'environnement diminue. C'est clair, c'est net, cela se voit et cela ne va pas s'arrêter. C'est le constat actuel.

En même temps, je suis frappé de voir d'extraordinaires transformations. D'abord, il faut que nous nous mettions d'accord. Ce que dit Éric est tout à fait juste : qu'est-ce que l'écologie ? Je ne pense pas que ce soit l'étang de Berre ou l'incinérateur d'Issy-les-Moulineaux, -un des grands problèmes que nous avons avec le mouvement écologiste français est qu'il a cédé au NIMBY (*not in my back yard*), "pas dans mon jardin". C'est une version un peu électorale, un peu poujadiste de l'écologie. On va broser dans le sens du poil et dire : "*Les incinérateurs, c'est très mauvais !*", "*Surtout ne pas mettre de bouse dans les champs ...*" Ce sont des questions qui font perdre du temps. Alors que, de mon point de vue, l'écologie est née d'un désir et d'une volonté d'action planétaire.

L'écologie, dans mon esprit, pour les gens de ma génération, en tous les cas qui étaient aux Amis de la Terre avec moi, est née de l'exploration spatiale. C'est l'expédition Apollo de 1969 qui a créée l'écologie avec toutes les métaphores de l'écologie : vaisseau spatial, ressources limitées, etc. Donc, l'écologie en France ne peut être que : *"Nous nous occupons des affaires, des aspects nationaux et locaux des problèmes mondiaux et planétaires."* C'est cela, l'écologie. Ce n'est pas la peine d'avoir des écologistes pour tout le reste, il y a des aménageurs, des médecins, des hygiénistes, des ingénieurs des mines. Ils discutent. Ils n'ont pas attendu les écologistes pour le faire.

Beaucoup de gens disent : *"Nous allons fonder l'écologie sur la santé parce que le Français est préoccupé de sa santé."* Je pense que l'obsession de la santé est une erreur. L'espérance de vie ne cesse d'augmenter. Arrêtez de me parler toujours de la santé, cela rend les Français bêtes. Ce n'est pas le sujet. Donc, il n'y a d'écologie que planétaire, c'est pour cela que nous sommes là. Les problèmes de l'écologie planétaire, c'est la machinerie de la planète qui se détraque. Les cycles bio-géo-chimiques, c'est-à-dire l'effet de serre, la biodiversité, la fertilité des sols et les océans. Nous n'en parlons jamais, des océans.

Puis, c'est la réduction de la pauvreté. Parce que la pauvreté pollue. C'est quelque chose que nous ne reconnaissons pas habituellement. Généralement, dans notre conception de l'écologie, seuls les riches polluent. Nous nous frappons la coulpe, C'est de notre faute, à nous les riches, c'est nous qui avons tout fait de travers. Nous avons une responsabilité terrible. Donc, nous allons nous astreindre à faire les choses bien et nous n'allons jamais reconnaître les problèmes de pollution réelle, y compris planétaire, qui viennent de la pauvreté. Tout le monde connaît les chiffres tout à fait épouvantables d'accès à l'eau, à l'énergie des Terriens mais savez-vous, par exemple, que la suie (la fumée noire) est sans doute le second responsable de l'effet de serre après le gaz carbonique ?

Pour ceux qui étaient à Johannesburg et qui discutaient sagement de l'effet de serre, un grand nuage brun est arrivé au-dessus de l'Océan Indien et a failli assombrir le ciel du Sommet. Ce grand nuage brun venait de l'incendie des forêts de l'Indonésie, des milliers de foyers de bouses de vaches et de bois, et de charbon de bois du continent indien et d'Afrique. Cette question est très importante.

Par exemple, j'essaye de la traiter, en partie, avec d'autres amis. Nous essayons de mettre du butane à la place du charbon de bois dans certaines villes d'Afrique. Nous nous heurtons, évidemment, à la pensée correcte écologiste : *"Du butane ? Vous n'y pensez pas, Monsieur LALONDE. C'est une énergie fossile, surtout pas ! Le bois est tellement plus écologique"*. Qu'est-ce que c'est que ces bêtises ? Lorsque vous voyez la quantité de maladies présentes chez les enfants et les femmes, dans les foyers africains, à cause du bois, le temps passé à aller chercher le bois, la difficulté à allumer le feu, le temps à attendre pour faire bouillir de l'eau ... Vous allez condamner les gens au bois, tandis que les pays riches se gorgent de pétrole et de gaz ! Vous allez dire aux pays pauvres : *"Vous n'avez qu'à faire du bois ..."* est épouvantable !

Nous nous heurtons en cela à la Banque Mondiale, dans les couloirs, partout ... J'espère que le mouvement écologiste n'a pas voulu cela.

Donc Il faut faire très attention. Il faut comprendre qu'à partir du moment où vous êtes d'accord sur l'idée que l'écologie est planétaire, mondiale, il faut déplacer les questions ; celle de l'incinérateur d'Issy-les-Moulineaux va se trouver à l'avant-dernier rang des problèmes. C'est totalement secondaire. Le vrai problème, c'est le pétrole, par exemple. La question du remplacement du pétrole ou de savoir si on va affecter une partie des énergies fossiles -qui sont si simples d'emploi- aux pays en développement, tandis que les pays riches vont faire un petit effort pour se mettre aux énergies renouvelables, est sans doute la plus importante.

Donc, il faut travailler à la réduction de la pauvreté. Je rends hommage à Serge ANTOINE, qui est ici. Je pense que, dans les mécanismes nouveaux de l'écologie ou que l'écologie introduit et

qu'elle va forcer le monde politique à adopter, il y a la présence forcément dans chaque politique, fut-elle locale, municipale, d'un chapitre sur l'appui au développement". Que faisons-nous pour le développement ? C'est pour cela que je crois que la taxe Tobin va forcément arriver. Le problème n'est pas cette taxe, mais de savoir à quoi l'affecter. C'est toujours le problème. C'est facile d'avoir de l'argent, le problème est de savoir comment le dépenser pour que cela n'aille pas dans la poche de la corruption, etc ...

Le programme solidarité-eau : impeccable. Voilà un exemple très concret d'un effort qui consiste à considérer le consommateur d'eau d'un pays riche solidaire des problèmes d'eau des pays en voie de développement. De la même façon, le protocole de Kyoto me paraît un bon exemple. Je pense que les différents autres traités qui vont suivre auront toujours cette partie consacrée à l'aide au développement". Que faites-vous pour l'Afrique, l'Asie ou l'Asie centrale, monsieur ? Kyoto, c'est le mécanisme du développement propre, l'idée par laquelle une entreprise peut avoir des crédits "carbone" parce qu'elle va investir dans un pays qui en a besoin. C'est une excellente idée. Désormais, le caractère planétaire, mondialiste de nos politiques doit toujours tenir compte de ce genre de mécanismes.

Nous entrons dans le XXI<sup>e</sup> siècle. C'est tout de même très important. Je dis cela pour ceux qui sont restés au XX<sup>e</sup> ! Au fond, bien des mots qui désignaient l'écologie sont nés en Amérique ou en Europe, n'ont plus la même pertinence. Ce n'est plus la même chose. L'écologie de demain commence à être redéfinie en Inde, en Chine, dans les mégapoles extraordinaires qui constituent le monde. Un Terrien sur deux habite dans les villes, il faut voir ce que c'est. Quand vous voyez Karachi, Shanghai, Lagos, vous voyez un petit peu comment cela se passe. Vous avez des priorités un peu différentes.

Dans le mot écologie, il y a beaucoup de demandes, celles de la sécurité, de la qualité, celle *du ca me suffit, je veux mon environnement à moi...*. Dans les pays en voie de développement, c'est la question de la survie qui devient essentielle, beaucoup plus importante que celle de l'esthétique ou de la qualité de la vie, voire de la protection de la nature. Elle va déterminer pendant quelques années, à mon avis, le sens de l'écologie, les priorités des campagnes qu'il faut mener, y compris chez nous. Vous ne pourrez plus empêcher l'Afrique de faire des barrages, il faudra bien qu'elle en fasse. Vous ne pourrez pas pousser de hauts cris si l'Afrique utilise tel ou tel pesticide pour lutter contre les acridiens, parce que là-bas, l'espérance de vie est de trente ans. Ce n'est pas le cancer le problème n°1, mais vraiment la famine. Donc, nous devons acquérir le sens des réalités à l'échelle mondiale.

La Chine aujourd'hui, dépasse les États-Unis dans la plupart des indicateurs de production. C'est inouï ! Il doit y avoir 290 millions de téléphones portables en Chine contre une centaine de millions aux États-Unis. La Chine dépasse les États-Unis pour le fer, l'acier, la plupart des métaux. Elle n'est en retard que pour le pétrole. D'ailleurs, c'est très intéressant, comme il n'y a pas de pétrole en Chine, il est possible que cela soit plutôt la Chine et l'Inde qui vendent la voiture de demain sans pétrole, parce que les autres ont du pétrole ou ont les moyens de l'acheter.

Le déplacement des questions est passionnant. Je vous invite, mais je pense que vous êtes tous d'accord, j'invite les écologistes "en pantoufles" à voir ces questions et à les régler autant que faire ce peut, chez nous ou avec un brin de réalisme. De la même façon, d'ailleurs, un certain nombre de pays en voie de développement, qui étaient les "gentils" pays en voie de développement de naguère, ne sont pas du tout "gentils". Ce sont au contraire des grands, avec de très grandes dents. Vous pouvez vous amuser à instituer 30 heures de travail hebdomadaire, eux ne le feront pas. Il faut, là aussi, avoir un minimum de réalisme. Beaucoup de problèmes d'environnement dans ces pays sont ceux de la survie. Mais, ce ne sont pas forcément des pays qui sont prêts, pour l'instant, à accepter tout ce que nous mettons sous le mot "écologie".

Eux, ils ont besoin d'eau pour produire, pour boire, etc. Cela passera avant le panda, je pense. Je dis cela mais je le regrette pour le panda, bien sûr.

Ce réalisme géopolitique, qu'il nous faut acquérir, nous conduit évidemment à considérer que, dans certains pays, il est fait une pause dans la politique écologique des années 70, celle-ci étant considérée par une partie du personnel politique comme une série de contraintes ou de coûts qui alourdissent les semelles de l'économie. C'est très typiquement le cas aux États-Unis où, sans tomber dans les platitudes anti-américaines, les républicains et les sénateurs américains ont voté sur Kyoto : "*Parfait, mais pas sans l'Inde, ni la Chine!*" Voilà, c'est très simple. Ils avaient tort au 20<sup>e</sup> siècle, mais ils auront raison au 21<sup>e</sup> siècle. Évidemment, dans la nouvelle étape de Kyoto 2012 et la suite, il faut qu'il y ait l'Inde et la Chine, autrement nous n'arriverons à rien. Peut-être que nous nous mettrons alors tous d'accord. Il est même possible que les États-Unis, adversaires du multilatéralisme, considéreront ce dernier comme la meilleure arme pour imposer un minimum de règles écologiques aux autres. Ces choses changent tout le temps.

Voilà où nous en sommes. Il faut être réaliste et il faut comprendre que, si l'écologie est planétaire, les problèmes d'environnement les plus graves ne se situent pas forcément chez nous. Il faut aider le monde à trouver les mécanismes et les moyens de régler ces problèmes d'environnement impérieux, là où les multitudes, les foules souffrent. Donc, c'est peut-être une pause de rattrapage, il faut le savoir.

De la même façon, l'Union européenne s'est caractérisée jusqu'à présent par un degré élevé de protection de l'environnement et elle n'a pas cessé de prendre des réglementations audacieuses. L'Union européenne a décidé que Kyoto s'appliquerait. Elle a décidé de lancer REACH pour les produits chimiques. Elle a même changé la priorité en matière de déchets. Maintenant, nous pouvons dire que ce n'est plus la protection de l'environnement qui inspire la réglementation des déchets, mais le souci de recyclage, donc d'économie de matières premières. Ce n'est pas tout à fait dit, mais c'est en train de se profiler doucement. Ce n'est pas forcément consensuel. Donc, il y a un risque pour l'Europe de réglementer au-dessus de ses moyens. Nous avons l'habitude de vivre au-dessus de nos moyens ! Pour que l'Europe réussisse à faire passer ces réglementations, il faut qu'elle ait également un degré de croissance très élevé. Si elle ne l'a pas, nous dirons : "*Vous vous êtes trompés, vous réglementez tout seuls, contre le monde entier, cela ne va pas, etc ...*"

J'en viens à l'écologie de demain. En réalité, nous sommes en train de préparer l'écologie de demain. C'est une phase de croissance nouvelle. La panoplie écologique, vous savez bien ce que c'est, c'est l'habitat, les énergies renouvelables, la voiture avec la pile à hydrogène, toutes ces petites techniques de la boîte à outils qui sont en train d'apparaître progressivement, conjuguées avec les techniques de l'information, avec les infrastructures spatiales. Il n'y a pas d'écologie sans infrastructures spatiales, sans satellite qui surveille, qui dise comment cela se passe, etc ... C'est né avec. Nous avons fait des progrès sur l'effet de serre avec les satellites qui regardent la hauteur des océans, qui sont capables de voir la température moyenne ... L'industrie spatiale est très importante, c'est l'alliée de l'écologie. Tout ceci est organisé pour créer une nouvelle croissance.

Voilà ce qu'il faut préparer : c'est facile à dire, c'est sans doute plus difficile à faire. Bien sûr que cette nouvelle phase de croissance, avec la panoplie écologique, s'accompagnera de modes de gouvernance nouveaux. En ce sens, j'approuve tout à fait la proposition française de lancer la discussion sur l'OIE (l'organisation mondiale de l'environnement). Je prends aussi l'exemple des écologistes Américains. Un certain nombre de ces écologistes américains qui déplorent la mort de l'environnementalisme sont en train de s'organiser avec les syndicalistes et avec les industriels sur un nouveau « projet Apollo ». Très bien, nous ne sommes pas là pour pleurer, le chœur des pleureuses écologistes habituelles est remplacé par un projet offensif : le nouveau projet Apollo, la nouvelle frontière, le nouveau défi, comment faire le monde sans pétrole ?

Beaucoup d'emplois... Ils réussissent, en ce sens, à changer le caractère du mouvement écologiste, à créer une alliance offensive pour la production. C'est la question essentielle, c'est le lien entre l'écologie, le monde économique et le monde de la production (les ingénieurs, les usines ...), tout ce monde que les écologistes ont eu tendance à rejeter jusqu'à présent, en disant : *"Vous êtes les responsables, il y en a marre ..."*

Je pense que cela a été une "profonde erreur" historique d'avoir voulu, dans le mouvement écologiste français, contribuer à la malédiction du travail. C'est-à-dire que l'écologisme français a aidé à casser l'éthique du travail en disant : *"La conquête progressiste n'est pas le travail, mais le loisir !"* Très bien, nous continuons dans la lancée en instituant les 35 heures obligatoires ... Je le vois bien dans ma petite mairie, l'éthique du travail est cassée. Désormais, c'est le loisir qui fait l'homme. Ce n'est peut-être pas ce qui était voulu mais c'est ce qui apparaît et ce qui est compris. Au moment où plus de six milliards d'hommes ont faim, ont besoin de techniques, d'eau, d'adduction, de mille choses, d'énergie ... au moment où la compétition internationale est féroce, je pense que l'attaque contre le travail était une grave erreur. Je pense que, au contraire, les nécessités planétaires qui réclament maintenant impérieusement des techniques, des ingénieurs, des entrepreneurs écologistes, ces techniques obligent le mouvement écologiste à faire une alliance extrêmement profonde, intime avec le monde de l'entreprise pour créer le développement durable.

Cela veut dire que l'entreprise est en première ligne comme l'association. L'entreprise est une émanation de la société civile, en principe. Il arrive que l'État ait, peut-être, quelques projets d'entreprises mais, en principe, l'entreprise est une émanation de la société civile, comme l'association. Le problème, en France, est que l'entreprise est en mauvaise posture. Les Français n'aiment pas les entreprises, ont tendance à considérer que l'entreprise exploite le travailleur, trompe le client, pollue l'environnement, quelque chose d'épouvantable ! Résultats : la France se retrouve maintenant avec une crise de vocation d'entrepreneurs extrêmement grave, très préjudiciable pour notre pays. La France ne peut pas vivre en n'aimant pas son économie et ses entreprises. Il faut aimer, à un moment, ses entreprises. Je plaide pour cette alliance nouvelle.

Vous connaissez tous les arcanes de l'écologisation des entreprises, c'est votre métier, c'est ce que vous faites ; elle est en cours. Le Sommet de Johannesburg a, en quelque sorte, entériné le rôle premier des entreprises en consacrant, en reconnaissant, peut-être en déplorant, mais c'est comme cela, le recul des États. Les États ne sont plus en première ligne pour l'Agenda 21, ce sont les entreprises. On leur demande de se débrouiller. Cela veut dire qu'il faut une alliance nouvelle entre les entreprises et les écologistes ; Et les écologistes sont des professionnels. En tout cas ils doivent l'être et se discipliner. Il leur faut un programme, un calendrier, les moyens de mesurer leurs résultats. Il faut devenir sérieux, maintenant, travailler avec des normes, rendre sa copie à l'heure, etc ... Il faut cette alliance, elle est absolument indispensable.

Les entreprises françaises souffrent de ne pas avoir beaucoup d'interlocuteurs associatifs. Ils s'adressent toujours à l'État et ce n'est pas très bon. Lorsque vous êtes dans les grandes conférences internationales, vous souffrez quand vous êtes Français, parce que vous voyez les grandes ONG américaines, hollandaises, allemandes et pas beaucoup de françaises. Cela ne va pas beaucoup mieux avec les associations que les entreprises. Nous avons un vrai problème sur ce point. C'est d'autant plus grave que la férocité de la compétition économique ne pardonne pas beaucoup les erreurs. Nous n'avons plus d'avenir en "isme". En 68, nous croyions encore à des modèles, nous revivions en partie celui des révolutions parisiennes du siècle d'avant. Mais c'est fini, il n'y a plus de lendemain en "isme". Voilà la réalité. La grande différence entre l'écologie et les systèmes ou la culture d'avant, est que nous pensions que demain serait toujours mieux qu'aujourd'hui, tandis qu'aujourd'hui, nous commençons à craindre que demain soit pire. C'est cela le changement profond, très grave.

Nous devons retrouver les Lumières du XVIII<sup>e</sup> siècle -excusez-moi, je reste naïf- le goût et le sens du progrès, de l'action et du projet politique. J'y crois. C'est cela que l'écologie doit faire, à mon avis, en inventant cette écologie de demain qu'est le développement durable.

Le développement durable est peut-être moins chantant, moins beau, moins superbe, que tout ce qui était en "isme", comme l'écologisme, mais c'est quand même tout à fait intéressant. Je ne partage pas le scepticisme ... C'est facile d'être sceptique quand vous voyez M. SEILLIERE et Mme VOYNET célébrer le développement durable, vous vous dites : *"C'est bizarre, s'ils célèbrent le même signifiant, ce n'est peut-être pas le même signifié."* Mais il y a une bataille pour mettre de la chair sous le mot "développement durable". Je regarde doucement, en tant que conseil (consultant comme on le dit en anglais), tout le travail qui sort de toutes les petites organisations, les comités, les rapports (le *reporting le, rating ...*), et il y a quand même des tas de choses très intéressantes.

Le plus intéressant, dans tout cela, est la fin du monopole, qu'il soit syndical sur le social ou managérial sur le résultat des entreprises. C'est quoi le résultat des entreprises ? Comme écologiste, je discute avec des économistes : *"Quel est l'indicateur de réussite économique, s'il vous plaît ?"* Aucun économiste ne me dit la même chose. L'un va me dire que c'est la valeur de l'action, l'autre le dividende, le troisième la part de marché, le quatrième la marque, non c'est la clientèle, non, c'est la valeur du personnel ... Donc, c'est tout à fait passionnant. Cela veut dire qu'il y a du travail. De la même façon, quand un économiste va regarder ce qu'est l'écologie, il va dire : *"Vous ne pouvez pas le mesurer ? Il faut quand même le mesurer, etc."* Rendez-vous compte de la quantité d'argent qui est partie dans la politique de l'eau, souvent sans que nous ayons les résultats pour savoir si cela était bien dépensé ou pas. Il y a de quoi réfléchir !

Donc, à un moment donné, ce travail croisé de fertilisation est très important. Qu'est le progrès social, après tout ? Avec le développement durable, je vois un déplacement. On demande aux maires, plutôt qu'aux syndicalistes, de donner la mesure du progrès social. Le syndicaliste est le bienvenu aussi, mais le social n'est plus limité à la rémunération dans l'entreprise. Éco-Emballages -je ne dis pas cela parce que le Président est Éric- a été un exemple, une réussite me semble-t-il tout à fait intéressante, avec la mise en commun, pas toujours simple, du monde des écologistes, des collectivités locales et des entreprises. Cela donne tout de même un succès, quelque chose qui fonctionne. Ce n'est pas forcément ce que chacun aurait voulu au départ, mais c'est ce que cela donne. Je pense que loin d'être quelque chose d'abstrait ou du vent, le développement durable est quelque chose de parfaitement réel. L'intéressant est que cela parte d'en bas, cela travaille, il y a des réussites, cela revient, c'est itératif, donc c'est formidable.

Comment se passe la politique, avec tout cela ? Ne croyez surtout pas que nous allons pouvoir lutter contre l'effet de serre sans une forte volonté politique, évidemment, c'est impossible. Pour l'instant, je vois beaucoup de discours. Qui annoncent des résultats dans cinquante ans ... c'est formidable ! Mais pour l'instant, nous ne faisons pas grand-chose, c'est très difficile, d'inverser les tendances, très difficile. Personnellement, je suis frappé de la montée en puissance des villes partout dans le monde et également en France. C'est sans doute depuis la loi Chevènement, les agglomérations, etc ... Ces lois ont donné énormément de puissance aux villes. Donc, je suis pour la ligue hanséatique nouvelle. Je suis pour que ces villes, qui ont chacune un gouvernement, dans lequel se trouvent un responsable de l'environnement, un responsable du développement économique, un responsable des affaires sociales ... s'organisent entre elles ... Ainsi, cette belle alliance qui s'esquisse sous ce terme de développement durable entre les entrepreneurs, les défenseurs de l'environnement et les défenseurs du progrès social, c'est peut-être celle qui aura sa traduction politique plus tard. Elle l'aura dans les villes, avec une coopération, un front, de celles-ci pour le développement durable. C'est ce qui commence à se passer. Eh bien, partons dans cette direction !

Voilà très rapidement quelques suggestions, quelques idées. Une partie de l'écologie, telle que nous la rêvions de manière un peu candide, s'achève ; après tout, tant mieux. En réalité, nous sommes en train, avec les entreprises, de forger les outils du mouvement et de la réalité de demain. Ce mouvement ne peut pas s'abstraire de la géopolitique et de la compétition économique internationale, ni de la nécessité de la création de richesses. Mais, si nous parvenons à mettre cette alliance au point et à faire chanter l'avenir avec des projets clairs et nets -certains d'entre vous y parviennent-, alors je pense que nous sommes en train de préparer l'écologie de demain. L'écologie, ce n'est pas simplement un mot. C'est aussi un facteur d'attractivité du territoire, nous le savons depuis longtemps, c'est un savoir, un savoir produire, il faut conquérir les marchés et puis c'est une politique impériale. Je dis le mot ! Si nous avons quelques ambitions pour notre pays, eh bien cette ambition doit se traduire par une contribution à la planète. Que fait la France pour la planète ? Que fait tel pays pour la planète ? La place est vide en ce moment, les États-Unis se retirent. Très bien, allons-y, prenons la place.

**Éric GUILLON** : Bravo, Brice !

*(Applaudissements)*

**Éric GUILLON** : Nous avons promis de la passion et nous avons eu tout ce qu'il fallait dans ce genre. Nous avons promis des idées, des souhaits, des volontés pour le futur. Nous avons eu pléthore de propositions. Donc, nous allons maintenant débattre un petit peu de ces sujets. Je remarque qu'au-delà de ta passion, tu es devenu sérieux, discipliné, structuré dans ta démarche. Je signale que Brice a commis un papier qui sera à votre disposition, que le Comité 21 vous fera parvenir, et qui résume les propositions faites à l'instant.

Monsieur ELBEL, voulez-vous ouvrir le débat ?

### **Débat**

**Michel ELBEL**, *Président, AIRPARIF* : J'ai été très intéressé par le souffle que vous apportez dans l'avenir d'une certaine écologie. Bien que je sois un des pères d'Issy-les-Moulineaux et que je m'occupe à AIRPARIF de la pollution sur le trottoir, je comprends très bien ce que vous dites. Bien sûr, il y a une amorce dans la sensibilité locale pour avoir une sensibilité terrestre, mais nous n'avons pas suffisamment cette dernière. Et puis, c'est le souffle qui chasse la pollution. Donc, tout cela colle très bien.

Mais nous retrouvons très souvent un manque dans les discours, trop rares, de gens qui parlent comme vous, celui du drame le plus important, celui de la démographie. Si nous sommes à six milliards aujourd'hui, nous serons à neuf milliards demain. Et nous ne savons pas comment faire, nous n'osons pas faire. Vous n'avez pas prononcé le mot, vous n'avez pas évoqué la question. J'aimerais avoir votre sentiment sur : "Pourquoi ? Pourquoi pas ? Pourquoi vous ne l'avez pas dit ? Pourquoi nous ne savons pas faire ? Que pourrions-nous faire ?" C'est un défi énorme. On nous dit : "*Nous consommons tellement qu'il faudrait une deuxième planète.*" Attendez, si nous avons deux fois plus d'habitants, il faudra bien cette deuxième planète. C'est une des choses les plus importantes.

Quand on nous dit : "*Il y a plus de pauvres*", c'est parce qu'il y a plus de gens, parce que cela se calcule sur le niveau général. Prenez une hypothèse de type étude économique ; sur une île, si vous avez 800 000 habitants -je ne pense pas forcément à La Réunion-, ce n'est pas du tout la même chose que s'il y en a 500 000. La Chine, c'est 1,3 milliard elle va être dépassée, demain, par l'Inde ! Nous sommes loin du temps de SIEGFRIED qui, rappelez-vous, disait : "*La Chine, nous ne savons pas combien ils sont, mais en tout cas nous sommes sûrs qu'ils sont nombreux.*" Mais là, ce n'est pas que nous sommes sûrs, nous le savons ! Et c'est un des défis principaux, qui est un

complément ou un soubassement ou une idée fondamentale dans l'esprit et dans la lutte que vous menez.

**Éric GUILLON** : Démographie, c'est en effet un sujet clé. Brice ?

**Brice LALONDE** : Il y a des choses que je sais faire et d'autres que je ne sais pas faire. Comment endiguer la croissance démographique ? Pour l'instant, les meilleurs résultats sont obtenus par l'éducation et, notamment, les politiques qui prennent pour cible l'amélioration de la condition des femmes, etc.

L'amélioration de la condition des femmes, dans beaucoup de pays, cela commence par les envoyer à l'école. Pour cela, il faut des bonnes cantines, parce que si les cantines sont bonnes, les parents envoient leurs filles à l'école. Pour qu'elles restent à l'école, il faut que les toilettes soient séparées de celles des garçons. Si les toilettes ne sont pas séparées, les filles ne vont à l'école, etc ... Donc, ce sont des choses très simples qui font l'objet de politiques ciblées. Dans ces pays, ou dans les pays où la condition et l'éducation des femmes s'améliore, pour qu'elles refusent de se laisser en quelque sorte marier à je ne sais quel âge ... -Il y aussi un problème musulman, avec le nombre de femmes à avoir, etc ... Vous allez à Beyrouth, la démographie est frappante entre le Beyrouth chiite et le Beyrouth chrétien- dans ces pays, vous avez une transition démographique : au lieu d'avoir neuf ou onze enfants par foyer, cela se réduit et vous arrivez à la situation européenne.

Mais, il n'y a pas vraiment d'autres méthodes. La Chine est plus autoritaire. Vous avez malheureusement en Inde, le massacre des jeunes filles parce que les parents préfèrent avoir des garçons. Il faut faire très attention aux mesures prises.

Je n'ai pas de réponse. Je note simplement que chaque catastrophe, naturelle ou industrielle, crée plus de victimes dans ce monde de demain ou dans ce monde dans lequel nous sommes.

**Éric GUILLON** : En tous les cas, cela met l'accent sur l'éducation, la connaissance, toute chose qui, au Comité 21, nous anime et que nous avons mis en priorité dans notre action pour les années qui viennent, bien que nous n'ayons pas encore, en France, de problème démographique particulier. Je pense que travailler sur ces sujets et les faire travailler au niveau planétaire, sont parmi nos obligations.

Voilà, le débat est ouvert, mais j'ai envie de poser un question préalable.

Voici quelques semaines, nous avons été invités par Serge LEPELETIER à venir travailler, avec bien d'autres, sur le projet de la France de promouvoir l'idée d'une ONU pour l'environnement. Au sens où il existe le GATT, que tu cites dans ton livre, que penses-tu de cette initiative ? Est-ce un "machin" de plus ou la volonté de concentrer, sous la forme d'une institution, une volonté politique au niveau planétaire ?

**Brice LALONDE** : Tout le monde sait que le système des Nations Unies est spécial ; il est international et non supranational. Chaque agence, ou organisation, n'est pas réellement coordonnée avec les autres, c'est une des difficultés. C'est un peu comme si vous aviez un Premier ministre à Matignon, un ministre de l'Environnement à Bordeaux, un ministre de l'Industrie à Lyon qui ne seraient pas coordonnés.

Alors, le programme des Nations unies n'est qu'un programme. Cela veut dire que les contributions sont volontaires ; elles ne sont pas obligatoires. Il faut aussi avoir le courage de dire qu'aller à Nairobi, c'est compliqué. Cela donne déjà 20 % d'efficacité en moins, d'un coup.

Donc, une organisation -au sens de l'organisation du commerce, de la santé ou de l'alimentation- renforcerait certainement le poids de l'agence des Nations Unies, au sein du système des Nations Unies. Maintenant, est-ce suffisant ?

Il faut aussi que la France s'y prenne bien pour convaincre. Il ne suffit pas de dire que la France est pour. Une des choses les plus importantes, dans la diplomatie moderne, est de savoir comment faire passer une idée. Vous savez comment cela se passe, les États sont très soucieux de ne pas commettre d'ingérence excessive. Et donc, il faut passer par les ambassadeurs, par le système huilé des relations internationales. Mais, pour que l'idée française passe, il faudrait que le ministre de l'Environnement français aille directement s'adresser aux ONG américaines, anglaises, allemandes, directement dans le public, en violant complètement toutes les règles de la diplomatie. Il faut aller discuter directement dans la langue -si possible- du pays avec ceux qui font l'opinion. Sinon, vous n'arriverez pas. C'est cela le problème.

Les Etats-Unis, par exemple, forment un monde à soi et nous avons besoin de leur appui. Je ne partage pas les stupidités anti-américaines ou anti-libérales dont nous voyons le résultat aujourd'hui, avec la montée du "non" à tout, etc. La démocratie américaine est un système avec beaucoup de contrepouvoirs sur lesquels il faut s'appuyer. il faut essayer de faire honte aux Américains, qui sont des puritains, de ne pas participer aux efforts d'amélioration du monde. Dès que vous voyez un américain dans la rue, demandez-lui ce qu'il fait pour l'effet de serre. Certains États américains réglementent leurs émissions de gaz à effet de serre, volontairement, organisent des bulles entre eux pour partager le fardeau à la manière européenne ... C'est en train de se faire. Même les républicains commencent à dire : "*Oh là là ! Ce n'est pas possible, il faut que nous fassions quelque chose !*" Nous ne sommes pas loin...

*(Changement de face de la cassette.)*

...dans un grand mouvement, BUSH a décidé de payer les cotisations américaines à l'Unesco. Il fera peut-être faire cela.

**Éric GUILLON** : L'espoir est entier.

**Alain CHAUVEAU**, *journaliste* : Pour poursuivre une de vos idées, j'aimerais vous entendre sur la place de l'entreprise dans la lutte contre la pauvreté. Concrètement, que peuvent faire les entreprises ? Dans cette lutte contre la pauvreté, le préalable n'est-il pas la bonne gouvernance des gouvernements ?

**Brice LALONDE** : Il faudrait y passer des heures et des heures. Les entreprises ont les moyens d'agir contre la pauvreté. Il existe beaucoup de fondations et d'organismes, voire des entreprises, où nous avons besoin de leur action. Le problème est qu'il est difficile aux entreprises de gagner de l'argent et de faire leur travail d'entreprise dans des pays peu solvables. C'est toute la question.

Si vous avez lu le rapport CAMDESSUS sur l'eau, une des conclusions est frappante. Je dis cela pour déplorer éventuellement la décision, je crois que c'est en Bolivie que le Groupe Suez a été privé de sa concession, de ses délégations. Le rapport CAMDESSUS disait : "*Le problème n'est pas qu'il y ait des entreprises privées dans le monde de l'eau, c'est qu'il n'y en ait pas assez !*" Il fallait trouver des systèmes de garanties qui permettent à ces entreprises de se prémunir contre le risque de change, etc. De mon point de vue, nous devons travailler sur ce point avec les organisations internationales : des systèmes de garanties. Certaines entreprises n'ont pas boudé leurs efforts à l'exportation et s'en trouvent bien. La lutte contre la pauvreté est un effort permanent. Cela peut-être des initiatives au titre d'une fondation d'entreprise ou tout simplement amener une entreprise et commencer à établir un marché local, etc. Il y a mille manières de faire. Je dis simplement que, si vous n'avez pas les entreprises avec vous, ce n'est même pas la peine d'essayer.

Je vais souvent en Afghanistan. Il y a eu le temps des ONG, maintenant il y a le temps des entreprises. L'Afghanistan considère, à juste titre me semble-t-il, que si les entreprises ne prennent pas le relais des ONG, cela ne décollera pas, la croissance ne se fera pas. Eh bien, vous avez petit à petit des entreprises et même des ONG qui se transforment en entreprises, considérant qu'il s'agit de se professionnaliser et d'introduire dans ce pays les mécanismes de base

de la comptabilité, de l'effort économique, du résultat, des choses comme cela. Il n'y a pas de recettes miracles.

**Éric GUILLON** : Dominique PIN de Suez Environnement ?

**Brice LALONDE** : Justement.

**Éric GUILLON** : Merci pour la liaison.

**Dominique PIN**, *Directeur Général Délégué, Suez Environnement* : Ce n'est pas pour évoquer le problème de la Bolivie mais plutôt parce que vous n'avez pas prononcé deux mots qui étaient pourtant présents dans votre discours. Ces deux mots, qui sont aujourd'hui voués aux gémonies par beaucoup d'ONG, en particulier les ONG à tempérament environnementaliste ou écologique, sont "mondialisation" et "concept de partenariat public-privé".

Or, ces deux concepts étaient totalement présents dans votre discours sous la forme de l'importance planétaire de l'écologie. C'est bien la reconnaissance que, aujourd'hui, la mondialisation est présente dans les actes humains, économiques, environnementaux, etc ..., et puis sur le lien nécessaire entre la production et l'écologie. Là, c'est bien aussi la notion de partenariats publics-privés pour arriver à continuer dans le sens du progrès, encore faudrait-il le définir, comme vous l'avez souligné.

Pourquoi utilisez-vous des synonymes pour ces deux mots ? Est-ce pour ne pas choquer les ONG qui les attaquent ou les contestent ? Quel est le motif ?

**Brice LALONDE** : Non, pas du tout. Vive la mondialisation ! En effet, l'écologie accompagne le resserrement de la mondialisation. Celle-ci a toujours existé, d'une manière ou d'une autre. Évidemment, la mondialisation a toujours servi les plus forts mais elle a aussi contribué à faire de nous, à l'époque, des citoyens romains. Cela nous a aidés quand même ! La mondialisation est un phénomène inéluctable qu'il faut apprivoiser, maîtriser mais qu'il ne faut pas rejeter. Je dis toujours à mes amis d'Afghanistan : "*S'il n'y avait pas eu de mondialisation, nul ne se serait préoccupé du sort des femmes afghanes.*" Il se trouve simplement que les trois quarts de l'humanité ne voient pas la mondialisation, n'en bénéficient pas. Il faut essayer de trouver un système par lequel ils en profitent.

Je n'ai jamais été hostile au commerce. Je pense que les efforts du commerce équitable sont sympathiques et qu'ils se traduiront par davantage de commerce. Donc, c'est bien ainsi. Je note avec intérêt qu'une des formes actuelles de la coopération internationale, qui prouve l'envie d'agir des Français, se traduit par l'existence d'associations qui offrent des vacances utiles. Donc, au lieu de passer vos vacances à bronzer, vous passez quinze jours ou trois semaines dans une action humanitaire, d'entraide. Nous voyons beaucoup de jeunes qui veulent faire un stage dans une organisation humanitaire, un moment dans leur existence.

C'est peut-être une forme un peu contestable de consommation, mais, après tout tant mieux. Si cela peut, chaque fois, intéresser et former des jeunes qui, revenus ici, vont ensuite penser à ce pays et continuer à avoir des relations, avec lui.

Alors la mondialisation et le partenariat public-privé, pas de problème. Au contraire, à Johannesburg ou ailleurs, c'est l'essence même des nouveaux projets des Nations unies. Nous ne pouvons pas faire autrement. Tous les efforts que j'exerce comme conseil, c'est cela. Je travaille à essayer d'exporter du compost de lisier breton dans les pays du Sahel. Ces pays se désertifient, nous avons trop de matière organique chez nous, pouvons-nous faire quelque chose ? S'il n'existait pas de partenariats publics-privés, ce ne serait même pas la peine de commencer.

**Éric GUILLON** : J'ai quand même envie de te poser une question sur le rapport entre l'écologie et la vie politique. Tu dis toi-même que l'écologie ne progressera que si elle est présente

sur le champ politique, dans la représentation populaire. Une des difficultés qu'ont toujours eu les mouvements écologistes, c'est la faible présence de leurs représentants dans les Parlements, je parle au niveau français.

Sept ministres t'ont suivi au ministère de l'Environnement ou de l'Écologie et du développement durable. Quelle est un peu ta réflexion sur la possibilité d'actions, d'efficacité d'un ministre de l'Environnement ou de l'Écologie, dans le cadre européen ou dans le cadre français, que ce soit d'ailleurs en France, en Allemagne ou ailleurs, pour éviter des problèmes de personnes ? As-tu eu une réflexion, à la suite de tes quatre années de présence au ministère de l'Environnement, sur la possibilité d'expression du mouvement écologiste dans la représentation populaire française ?

**Brice LALONDE** : Cela me paraît une question dangereuse.

**Éric GUILLON** : Oui, c'est pour cela que je te la pose, d'ailleurs. Nous sommes entre nous.

**Brice LALONDE** : Nous sommes entre nous ...

**Éric GUILLON** : Finalement, nous avons problème de fond, en cela. Nous pouvons toujours avoir des idées fantastiques, etc., mais si nous ne pouvons pas les faire passer parce que nous manquons de cette ramification nécessaire que sont les élections, qu'elles soient municipales, législatives, sénatoriales, etc., nous ne pouvons pas avancer. Je crois que le phénomène doit être à peu près identique dans les vingt-cinq pays de l'Union européenne. Comment vois-tu un peu cela ? Tu es encore trop jeune pour prendre ta retraite, donc, je pense qu'un certain nombre de réflexions ont dû t'agiter. Comment les sens-tu ?

**Brice LALONDE** : Tu sais bien que, lorsque nous avons demandé à CHOU EN LAI ce qu'il pensait de la Révolution française de 1789, il a répondu : *"C'est encore un peu tôt pour en juger"* !

Si je prends l'effet de serre, c'est une tâche tellement gigantesque qu'un parti à 2 % ou 3 % ne suffit pas. La question qui nous est posée est celle de l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de politiques pour lesquels l'écologie fait partie, de manière indiscutable, de l'action à mener, des priorités du moment. C'est ce qu'il nous manque, nous n'avons pas cela.

Justement, la gauche française -puisque les Verts ont décidé, et c'est clair dans la plupart des pays, de travailler avec la gauche- a toujours, dans son discours, des références au marxisme. C'est toujours le discours de l'entreprise dont les patrons profitent, qui exagèrent, etc ..., et l'écologie représente toujours dans les programmes un petit surcroît de consommation, de dépenses publiques.

Quand nous avons une belle baie à protéger, le maire socialiste va protéger la baie mais, en plus il fera une Maison de la Baie, parce qu'il faut faire la Maison de la Baie, des machins comme cela. Je le regrette parce que je pense que nous aurions besoin, éventuellement, d'une nouvelle gauche. Je dis cela parce que nous aurions besoin d'une nouvelle droite aussi, sans doute, mais la plupart des écologistes sont avec la gauche. Il me semble qu'ils ne font pas leur travail de féconder cette gauche pour la transformer. La gauche, elle-même, a abandonné trop facilement sa valeur travail, c'était quand même le parti des producteurs, des travailleurs et cela devient le parti des oisifs. Je simplifie ... Donc, cela ne va pas du tout. C'est une erreur, cela ne peut pas coller.

Nous avons un problème, celui de former cette nouvelle génération, passionnée par ces sujets. Cela ne peut pas être simplement un tout petit parti marginal, qui quémande des places. C'est la même chose à droite sauf que, pour l'instant, l'écologie ne l'intéresse pas vraiment franchement. Donc, c'est difficile pour un ministre, c'est vrai. Pensons avec émotion à ses difficultés.

**Éric GUILLON** : Oui, vous avez quand même atteint des taux de près de 10 % à certaines élections, dans les dix ou quinze dernières années. Dans un système bipolaire comme en France, ce sont ces 10 % qui font la différence. A moins que nous disions simplement, la voie législative le démontre, que les vrais problèmes sont solutionnés ailleurs ; c'est européen, c'est à Bruxelles, c'est le royaume de la technocratie et il n'y a plus de place pour un mouvement écologiste national. Je n'y crois pas beaucoup.

Au travers de la lecture de ton livre, nous nous posons une question. Tu as beaucoup milité pour une alliance entre la gauche et la droite en matière d'écologie, et celle-ci pouvait permettre d'atteindre des taux records. Pouvons-nous, aujourd'hui, faire une croix dessus ou existe-t-il encore un espoir que les gens peuvent caresser ?

**Brice LALONDE** : Je prends l'exemple des entreprises. En France, se font-elles suffisamment entendre du système politique ? Existe-t-il un parti de l'entreprise ? Je suis stupéfait parce que, chaque fois que je discute avec des patrons, et il existe beaucoup de petites entreprises, je leur dit : "*Alors, vous, votre famille, vos enfants, vos fournisseurs, vos clients, si vous additionnez tout cela en France, cela fait quand même pas mal ?*" Eh bien, non. Cela n'existe pas. Chaque fois que le "Baron SEILLIÈRE" parle à la télévision, il se fait brocarder. "Le Baron, le Baron" pourtant c'est un homme brillant qui dit beaucoup de choses sensées, me semble-t-il. Je suis frappé de voir que même l'entreprise ... Tu poses la question aux écologistes, mais l'entreprise elle-même n'est pas écoutée ou à peine.

De toutes manières, la représentation politique en France est à côté de la plaque, je le pense mais je confesse mon impuissance. D'ailleurs, à la limite, si j'avais réussi je ne serai pas là à vous parler, je serai je ne sais où ! Cela n'a pas très bien marché parce qu'il y a un décalage : la société civile ne s'organise pas, le monde de l'entreprise ne sait pas se faire entendre ou ne sait pas se faire comprendre. Donc, dans ces conditions, on ne peut pas demander aux écologistes d'être plus forts qu'ils ne sont ils sont peu nombreux. Ils ont voulu rester indépendants, je le comprends, et c'est sans doute par fierté. A la limite, j'ai partagé cette conception des choses. Je pense maintenant qu'ils doivent rejoindre le parti de leur choix et y être aussi forts que possible. Autrement, ils ne parviendront pas à leurs fins, ils n'auront pas la crédibilité nécessaire. Ils ne seront pas stimulés par une discussion interne. Pour l'instant, ils discutent entre eux et ..., c'est consternant lorsque nous voyons les débats internes de leur parti. Donc, ils ne sont pas stimulés, ils ne sont pas élevés. Ce qui compte dans la vie, c'est de s'élever toujours, c'est de chercher à faire mieux, à discuter avec des gens que l'on considère comme des personnes meilleures pour essayer, à leur contact, de s'élever. En politique, cela devrait être cela aussi.

La tendance au vase clos, voilà l'ennemi, surtout pour discuter de la motion A, B, C, D ... Cela n'intéresse personne. Regardez comment cela se passe, par exemple, dans les pays musulmans. Les islamistes construisent leurs succès parce qu'ils rendent service à la population : ils construisent des œuvres de charité, ils prennent soin des orphelins, de ceci, de cela, ils font des cantines, des restaurants du cœur, des choses de ce genre. Vous ne réussirez pas, non plus, à créer un grand mouvement du progrès écologique si vous n'avez pas, partout, des gens qui rendent service, qui aident, qui se font connaître de la population, etc. Il y a 35 000 maires et dans ces communes, le délégué ou le maire adjoint aux affaires sociales est connu, etc ... Il faut que les écologistes entrent dans ce système, petit à petit. Est-ce trop tard ? Je ne sais pas. Pour l'instant, les questions de l'entreprise et de l'écologie me paraissent liées. Ce sont les mêmes intérêts mais les écologistes et les entrepreneurs ne le savent pas encore.

**Jean-Claude ANDREINI**, *Président-Directeur Général, BURGEAP* : Brice, bonjour. Juste quelques petits mots.

Il est vrai que, depuis longtemps, la gauche a cassé la valeur "travail", tu l'as dit cent fois : les 35 heures, le loisir ... Elle a cassé la valeur "entreprise" : l'entreprise, c'est sale, cela fait de l'argent. En revanche, nous oublions de dire que c'est le seul endroit où nous pouvons créer

l'emploi et, tu viens de le dire, c'est la seule structure qui peut apporter et agir, par son professionnalisme, dans le domaine du développement durable. Donc, nous sommes devant cette difficulté de l'entreprise cachée, honteuse, dévalorisée alors qu'elle a les outils, le professionnalisme et tous les éléments pour réussir normalement, dans ton projet.

Alors, nous avons une difficulté dans le monde de l'entreprise. La façon globale dans laquelle elle est perçue par l'opinion publique est très gênante. Nous avons les grandes entreprises et leurs représentants. Tu as parlé du Baron SEILLIÈRE, effectivement, qui donne une certaine image de l'entreprise. Ensuite, ces grandes entreprises, effectivement, font beaucoup d'argent, celles du CAC 40 s'entend. Puis, nous oublions qu'il existe en France des millions d'entreprises individuelles, petites, qui ne sont pas visibles, ne sont pas relayées du fait de leurs petites tailles, par les mass médias qui ne peuvent pas interviewer cinquante chefs d'entreprises qui équivalent à un grand chef d'entreprise. Ces petites entreprises sont très mal relayées et, finalement, elles ne sont pas organisées et structurées pour agir, alors que c'est là qu'est le vivier de notre transformation. Les grandes agissent déjà, elles sont mal vécues mais les petites n'agissent pas ou, si elles agissent, elles ne sont pas bien perçues. C'est cela le bilan.

La question que tu poses est comment passer de ce bilan à cette association entreprise et développement durable. Il faut quand même dire que des choses se font.

Je vais parler du plan export des éco-entreprises. Des centaines d'entreprises de ce plan (cent sont organisées dans le club ADEME international, mais plusieurs centaines tournent autour) se sont organisées pour essayer d'agir, exactement dans l'esprit de ce que tu viens de décrire, soit de rendre l'entreprise France compétitive sur les marchés internationaux dans le domaine de l'environnement. Nous avons fait un *benchmark* pour voir ce que faisaient les Américains, les Hollandais, etc ... Nous avons vu que certains pays avaient des démarches extrêmement organisées, notamment les pays du Nord qui avaient décidé que l'écologie serait leur valeur ajoutée compétitive sur le marché mondial. Elles ont dit : "*Nous allons faire un discours à Bruxelles, nous allons agir différemment chez nous et c'est dans l'environnement que nous allons gagner notre place sur la planète*". Ils sont bien plus forts.

Nous nous sommes rendu compte que nous n'avions pas d'actions coordonnées "entreprises et pouvoirs publics", dans une démarche compétitive pour prendre une part de marché et, notamment, dans les entreprises de petite taille. Les grandes se débrouillent bien toutes seules pour l'instant, elles rejoindront ensuite ce mouvement, je le pense et je le souhaite. C'est un petit ferment qui donne de l'espoir. J'ai été très surpris, dans un partenariat dit "public-privé" -mais pas PPP où on délègue à des privés les devoirs régaliens d'une administration-, où les administrations avaient besoin d'un éclaircissement de leurs visions à long terme de leur utilité dans le domaine de l'environnement ... Que doivent faire le ministère de la Recherche, celui de l'Agriculture, etc., à l'export, dans le domaine de l'environnement ?

Lorsque nous avons rassemblé les acteurs publics, les acteurs privés, que nous avons regardé ce que faisaient nos concurrents internationaux et que, ensuite, nous avons décidé d'agir sur tel ou tel thème de façon coordonnée et intelligente, j'ai été surpris par la dynamique qui a été créée et le besoin d'actions communes pour des opérations très ponctuelles. Que faisons-nous en Chine ? Action "Chine". Que faisons-nous à Bruxelles ? Action "Bruxelles". Comment faisons-nous pour travailler dans le domaine de l'air, des énergies renouvelables ? Nous avons pu créer des sous-clubs d'entreprises. Nous avons découvert, par exemple, que quarante entreprises de l'acoustique de la région lyonnaise exportaient mais qu'elles s'ignoraient. Elles se sont rassemblées et, aujourd'hui, ce sont les *leaders* nationaux. Donc, c'est un premier ferment d'entreprises qui travaillent pour le développement durable.

Je me suis rendu aux journées à l'UNESCO, comme d'autres ici dans la salle je suppose, et j'ai assisté encore une fois à cette absence de l'entreprise alors qu'il était clairement dit qu'il fallait que le monde de la coopération décentralisée se rapproche de la coopération centralisée, que

les ONG doivent se rapprocher des organismes comme l'AFD qui est bien structurée. Mais, à aucun moment, il a été dit que les entreprises doivent être associées à ce développement dans le domaine de l'eau, alors qu'elles ont les compétences, le réseau mondial, qu'elles peuvent professionnaliser les ONG à leur contact, qu'elles apportent toute leur histoire et leur savoir-faire. Eh bien, c'est un peu toujours le même système. J'ai proposé une association entre les ONG, les entreprises, la coopération décentralisée et la coopération centralisée : la réponse est positive. Donc, je vais te retourner la question : Comment organisons-nous matériellement ces actions, ces regroupements d'acteurs dans le projet que tu définis ?

**Brice LALONDE** : Je vois que tu as déjà commencé, Jean-Claude. Je te félicite. Je suis content de te voir. En plus, je vous signale que Jean-Claude est un connaisseur de l'Afrique depuis toujours. Tu as commencé...

Justement, les raisons de mon optimisme et de ma vision de la vie viennent, précisément, du fait que j'ai constaté -je ne connaissais pas ton initiative- que partout ce genre de regroupement se faisait, et pas seulement en France mais dans d'autres pays. J'ai remarqué que beaucoup de mes copains d'antan se retrouvent dans des entreprises. J'ai noté, également, pas mal de petites recherches théoriques. Vous savez *Amory Lovins*, *Natural Capitalism*, etc ..., soit un capitalisme dans lequel le capital naturel joue un rôle très important, qu'il s'agisse de la productivité des ressources naturelles ... Toutes ces recherches sont tout à fait fécondes et passionnantes. C'est pourquoi je dis cela.

Par ailleurs, je crois qu'une partie de la réponse ne proviendra pas seulement de regroupements ou de coalitions organisées mais aussi, tout simplement, à la base, dans chaque entreprise, par le patron ou autre.

Je suis dans une région où les entrepreneurs sont beaucoup des agriculteurs ou des éleveurs. Je suis frappé de voir que certains fils d'éleveurs sont incroyablement passionnés par l'écologie et en savent davantage que les élus Verts du coin. Au point, que certains qui sont des éleveurs de porcs ... Les éleveurs de porcs vous savez, en Bretagne, ce n'est pas toujours ce que l'on croit, parce qu'on a toujours tendance à vitupérer le pauvre porc, alors que les éleveurs de porcs sont sur le marché, se regroupent et sont suffisamment puissants pour investir dans la dépollution. Je suis en train de m'éloigner et de parler d'autres choses. La vérité est que le fils de l'éleveur était davantage passionné par l'écologie et les aspects d'environnement de son métier que par l'élevage du porc lui-même. Cela m'a frappé.

Donc, je vois partout les progrès dans cette génération nouvelle qui porte la question d'environnement tout naturellement et qui la portera donc dans l'entreprise.

Je vois peut-être un petit peu moins dans les associations d'environnement, le souci ou la connaissance de l'entreprise. C'est peut-être un point sur lequel il faut encore faire un effort. L'idée qu'il faille grouper les entreprises pour les aider à l'exportation, pour éventuellement travailler avec les ambassades de France ou d'autres organisations comme les Nations Unies, pour pénétrer dans un pays, pour aider ce pays, pour répondre aux besoins me paraît être très justifiée. Je suis très content que tu le fasses. BURGEAP, de toute manière, n'est plus maintenant une petite entreprise, mais elle est devenue un très importante.

**Éric GUILLON** : Roger, je te passe la parole dans un instant, Philippe GERMA et je rappelle qu'avant de devenir un banquier célèbre, il a été Trésorier de Génération Écologie.

**Brice LALONDE** : Très juste. Et un Trésorier jamais mis en cause.

**Éric GUILLON** : Absolument, jamais mis en cause dans les affaires. Tu figures en bonne place, Philippe.

**Philippe GERMA**, *Banquier* : Dans les dossiers, que nous avons travaillés ensemble, il y avait bien sûr Éco-Emballages -qui est une réussite du mariage possible de l'entreprise et

de l'écologie-, nous en avons un sur la couche d'ozone. Je voulais savoir où en était cette pauvre couche d'ozone parce que je n'entends plus parler d'elle. J'entends parler d'autres choses, mais de moins en moins de la couche d'ozone. Est-ce bon signe pour elle ou est-ce parce qu'elle a disparu définitivement ?

**Brice LALONDE** : Disons que, dans le combat pour la couche d'ozone, pour autant que mes informations soient correctes, il y a un "marché noir" toujours ennuyeux. Mais, dans l'ensemble, l'affaire est quand même une *success story* parce qu'il y avait peu de producteurs, parce que DuPont de Nemours et d'autres ont gagné plus d'argent à faire des substituts. Donc, le fait qu'il y ait peu de producteurs a permis d'arriver à un accord international assez rapidement. Je me souviens précisément de cette affaire, quand j'étais ministre et la première chose que j'ai faite a été de discuter avec Mr OWEN-JONES. C'est là où on se rend compte, lorsqu'un ministre discute avec le patron d'une entreprise qui pose un problème, que c'est ce n'est pas un délinquant, qu'il a le souci de l'intérêt commun et qu'il se dit : "Bon, nous sommes devant une difficulté. Pouvez-vous me donner un délai ? Comment puis-je faire ?" "Mais, naturellement, cher Monsieur". Et voilà, les choses se font comme cela. Je crois que la couche d'ozone ne se porte pas trop mal, mais corrigée des variations saisonnières !

**Éric GUILLON** : C'était le trou dans la couche d'ozone qui posait un vrai problème.

**Brice LALONDE** : Geneviève va dire que ce n'est pas vrai, peut-être.

**Éric GUILLON** : Et Geneviève aura le droit de réponse. Vas-y Roger.

**Roger CANS, Journaliste** : Je m'adresse au maire de Saint-Briac, car j'ai cru comprendre qu'il avait l'intention de faire un partenariat avec le Sahel pour le lisier de porcs. Je sais que tu fais du partenariat avec l'Afrique pour le Butagaz. Alors à quand des éoliennes à Saint-Briac ?

**Éric GUILLON** : Ah ! La balle est lancée §

**Brice LALONDE** : Je me suis aperçu que le premier épurateur de France était EDF, en réalité, parce que les stations d'épuration consomment beaucoup d'énergie. Et donc, j'ai proposé à mon délégataire de bâtir une éolienne, mais cela n'a pas été possible parce qu'il en fallait plusieurs. Cela prenait beaucoup de ... place

Donc, pour répondre à la question des éoliennes, je n'en ferai pas à Saint-Briac, je ne pense pas, parce que je n'ai pas d'endroit pour le faire, tout simplement. Il existe en ce moment un débat sur les éoliennes. Les choses ont changé à partir du moment où elles ont été reliées au réseau et où la politique a favorisé l'éolienne pour le réseau. La question posée actuellement est pertinente : "Est-ce que nous les groupons ou pas ?". Lorsque j'étais au Conseil régional, nous avons pensé qu'il fallait créer des fermes éoliennes et si possible favoriser les *offshore*. J'ai voulu monter des éoliennes sur une île au large de Saint-Briac, seulement elle n'appartenait pas à la municipalité, mais à un privé. Et maintenant, c'est Natura 2000, ZICO (zones importantes pour la conservation), c'est plein d'oiseaux, donc je ne pourrai plus le faire.

**Mme Geneviève VERBRUGGE, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable** : Concernant la couche d'ozone, tu es un petit peu trop optimiste. Le protocole de Montréal, effectivement, fonctionne bien, il y a de l'argent, malheureusement les entreprises du style DuPont de Nemours ont vendu en Chine des usines qui polluaient moins, avec les HCFC, etc ... Maintenant, on a donné des délais supplémentaires aux pays en développement qui sont passés à une technologie intermédiaire pour atteindre... Mais, cela fait que la courbe continue à croître.

**Brice LALONDE** : Et de toute manière, ce sont des gaz à effet de serre.

**Éric GUILLON** : Jean-Claude OPPENEAU ?

**Jean-Claude OPPENEAU, directeur adjoint de l'action internationale, ADEME** : Oui, c'est vrai. Il y a donc les gaz à effet de serre mais aussi des émissions d'autres molécules, les N<sub>2</sub>O,

etc ..., qui n'ont pas diminué, au contraire. Donc, finalement, il y a des hauts et des bas sur le trou d'ozone.

**Brice LALONDE** : Des hauts et des bas dans le trou.

**Jean-Claude OPPENEAU** : Oui.

**Brice LALONDE** : Cela me paraît une métaphore hardie.

**Jean-Claude OPPENEAU** : Mais, c'est vrai.

Je vais revenir à un de tes thèmes sur les actions planétaires -je suis tout à fait d'accord sur ces différents thèmes-, la réduction de la pauvreté.

Ce qui m'intrigue, c'est que non seulement cette pauvreté, en Afrique et dans les pays en voie de développement, avec les problèmes d'eau, etc., ne font que croître, même si nous essayons de prendre une décision, même avec si Solidarité Eau, nous avons eu quelques bons résultats. Mais, je vois que dans des pays en Europe, la France particulièrement, la pauvreté augmente. Le nombre de RMI a augmenté l'année dernière. Je suis aussi, entre autres, maire adjoint aux Affaires sociales et à l'Environnement, et je m'aperçois que le nombre de personnes qui sont au seuil de pauvreté en France ne fait qu'augmenter, ne serait-ce que dans ma ville et mon département. Et cela m'interroge.

Nous parlons beaucoup de développement durable, d'environnement, etc., nous faisons un certain nombre d'actions ... Je suis d'accord avec toi sur l'entreprise. Mais, en même temps, nous ne savons pas, nous n'avons pas encore trouvé les moyens d'aller dans cette réduction de la pauvreté, même dans les pays industrialisés. C'est là une réflexion tout à fait intéressante parce que, si nous voulons aller dans des pays en développement avec des expériences intéressantes, il faut avoir réglé ce problème qui existe dans les pays industrialisés, à mon avis.

**Brice LALONDE** : Comme il ne s'agit pas d'une réunion électorale ... Personnellement, je m'en tiens à une observation vraiment simple : cela fait trente ans que le budget de la France est en déséquilibre, donc que nous dépensons plus d'argent que nous n'en gagnons. Il ne faut pas s'étonner que la France s'appauvrisse régulièrement et qu'elle n'ait pas les moyens de faire tout ce qu'elle souhaite, sauf à emprunter pour les fins de mois, etc. C'est une situation difficile. Je suis toujours étonné de voir que le monde politique ne veut pas le dire, il ne faut pas le dire. De temps en temps, des gens veulent réduire la dette ou je ne sais quoi, mais on se heurte ensuite aux salaires d'airain ... Vous le savez, Michel ALBERT disait : *"Il y a les profits de beurre et les salaires d'airain"*. C'était une formule comme cela pour dire que lorsque le cliquet est mis dans les statuts, les rémunérations, les règlements, etc ..., nous avons du mal à réformer. La vérité, c'est que la France vit au-dessus de ses moyens depuis un certain nombre d'années. Elle considère que ce n'est pas grave. Voyez la discussion sur les critères de Maastricht : *"Nous allons les assouplir, etc ..."*

Quand on investit pour l'avenir, on peut s'endetter, mais lorsque c'est pour les fins de mois, cela devient plus délicat. Donc, voilà où nous en sommes. Nous espérons tous que la croissance va revenir, que cela ne sera qu'un mauvais moment, mais c'est un peu incantatoire. A un moment donné, peut-être faut-il dire la vérité en disant : *"Écoutez, voilà où nous en sommes, voilà quelles sont les marges de manœuvre ..."* Pour l'instant, personne n'en prend le chemin ... Personne n'a le courage de dire : *"Nous vivons au-dessus de nos moyens, comment faisons-nous maintenant ? Pour que ce soit équitable, il ne faut pas que certains aient l'impression de prendre le poids sur eux, etc .... Comment faisons-nous ?"* C'est cela la politique.

Aurons-nous des responsables pour le dire ? Je ne sais pas. Peut-être qu'ils s'en sortiront tout seuls, comme cela. Peut-être qu'en accordant plus de place aux entreprises et en les écoutant davantage, les choses iront mieux. Je ne sais pas.

Ce n'est pas une réunion électorale donc, oui il y a des pauvres en France. J'en vois beaucoup dans ma commune. Nous sommes passés au-dessus du million de RMIstes. Nous allons refaire les contrats, plan BORLOO ou pas plan BORLOO, je ne sais pas comment nous allons les appeler, cela va encore s'appeler d'un nouveau nom mais ils sont absolument indispensables. Donc, voilà, c'est vrai, la France doit se remettre au travail, avoir le goût du travail et de l'entreprise. Nous devons aider ceux qui veulent travailler, d'une manière ou d'une autre. Il est certain que le discours politique doit accompagner cette nécessité. Autrement, nous décrochons.

**Éric GUILLON** : Avez-vous d'autres questions ? Cela sera la dernière, si vous le voulez bien, pour rester dans les temps.

**Alain LIEBARD** : Oui, cher Brice, c'est juste pour faire un commentaire de tous les thèmes que tu as traités.

Nous, à l'Observatoire des Énergies renouvelables, à la fondation Énergies pour le monde et à Système solaire, nous les vivons au quotidien depuis maintenant vingt ans. Donc, ils nous sont chers. Ce n'est pas simple de les mettre en pratique, y compris le partenariat public-privé que nous vivons au quotidien. Ce n'est pas simple parce que, dans les applications des règles public-privé, faut-il appliquer celles du privé ou du public ou les deux à la fois ? Auquel cas, nous avons vite des boulets aux deux pieds. Enfin, bref, ce n'est pas simple, nous y arrivons quand même, un peu.

Je voudrais faire un commentaire. Je suis absolument en accord avec ce que tu dis, que l'avenir réside dans l'entreprise, en quelque sorte, mais il faut peut-être expliquer un peu mieux pourquoi : c'est peut-être le seul lieu et les seuls facteurs d'innovation possibles, donc peut-être les seuls porteurs d'espoir.

Par rapport aux questions qui ont été posées, notamment sur la démographie qui reste un élément central, la réponse n'est probablement pas dans la démographie elle-même, un peu plus ou un peu moins. Elle se trouve probablement dans l'innovation, c'est-à-dire que des lignes de partage, de cime, de crête puissent être atteintes et donc passer dans d'autres systèmes, moins fermés. Au fond, ce que tu as décrit est typiquement un système entropique où, de plus en plus, nous consommons notre propre énergie et donc nous nous mangeons nous-mêmes. C'est vrai que nous ne pouvons pas solutionner ou résoudre quoique ce soit, puisque, comme tu l'as dit juste à la fin, nous nous appauvrissons nous-mêmes puisque nous avons des dettes, etc ... Mais, cela n'est seulement pas vrai sur le plan économique.

Donc, pour éviter que ce système entropique perdure, il faut une énergie libre -d'où les énergies renouvelables mais pas exclusivement-, c'est-à-dire venant d'ailleurs, pour pouvoir alimenter le fonctionnement du système.

Pour en revenir à la question de la démographie, s'il n'y a pas de lignes de crête franchies, s'il n'y a pas d'innovations majeures trouvées, en effet, l'espoir est dur à porter. Donc, je suis absolument en accord avec toi, on n'écrit pas l'avenir avec des certitudes, mais avec des incertitudes. Donc, tu poses des questions d'incertitude. Il faut y mettre de l'énergie pour avoir l'espoir d'y aller. Cela m'a fait plaisir de l'entendre à nouveau parce que ce discours est peu ou pas tenu. Nous avons l'impression de fonctionner de plus en plus sur une petite planète, y compris dans nos propres entreprises. Nous nous demandons si nous n'allons pas finir par disparaître, nous aussi.

Je te remercie d'avoir un peu théorisé sur nos sujets parce que, étant aux manettes, nous perdons quelquefois de vue la lumière dans le lointain. Cela m'a fait plaisir de t'entendre.

**Brice LALONDE** : C'était la dernière question. Je voudrai juste vous remercier, d'abord, puis vous féliciter de votre action. Je te félicite, toi, Alain, je reçois toujours avec autant de plaisir

tes belles brochures et je vois les chiffres des énergies renouvelables qui montent. Je m'incline humblement devant vous, parce que vous avez maintenu la braise ou le feu. Vous continuez, c'est bien. C'est grâce à votre action que, progressivement, le feu va s'étendre. Nous avons des moments un peu difficiles en ce moment, liés à la planétarisation, à la montée des autres pays, aux difficultés monétaires et tout ce que vous voulez ; également peut-être liés à quelques petits défauts. Voilà, c'est tout. Mais, dans l'ensemble, je vous félicite d'avoir continué.

Je me nourris de ce que vous faites.

**Éric GUILLON** : Bien, nous allons tous remercier Brice LALONDE ...

*(Applaudissements)*

**Brice LALONDE** : Merci, Éric.

**Éric GUILLON** : ... de nous avoir apporté, avec sa passion, un certain nombre de sujets d'intérêt et de réflexion. Nous n'attendions pas des réponses à tout, bien sûr, mais il était important d'échanger avec lui.

Le prochain petit-déjeuner débat, aura lieu le 10 mai avec Jean-Martin FOLZ, Président du Groupe Peugeot-Citroën.

\*\*\*